

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9733>

L'eau c'est la vie mais... : les propos qui ont lancé le 24 colloque de l'Observatoire SMACL

- Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 21 octobre 2025

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale &
associative - Tous droits réservés

Jérôme Baloge (maire de Niort et président de SMACL Assurances) et Antoine Bristielle (Directeur France de Project Tempo et de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès) ont donné le ton du 24 colloque de l'Observatoire SMACL avec deux interventions marquantes.

Le premier a rappelé combien la gestion de l'eau, ressource vitale mais vulnérable, est un défi complexe pour les collectivités. Le second, s'appuyant sur l'étude « Eau sous tension : les Français face aux défis hydriques » qu'il a dirigée pour l'Institut Terram, a livré des enseignements clés : une population largement préoccupée, prête à agir si les efforts sont partagés, et un « backlash » (retour en arrière) écologique largement surestimé. Retour sur ce qu'il faut retenir de ces deux interventions avec en bonus le replay.

L'eau c'est la vie mais la gestion de l'eau est parfois invivable ou difficile à vivre quand on en détient la compétence dans les collectivités"

C'est par ces mots que Jérôme Baloge a ouvert le 24 colloque de l'Observatoire SMACL "Pollution, sécheresse, inondations : les collectivités territoriales face aux multiples de l'eau". Il a rappelé que ce thème, retenu cette année par nos partenaires, recouvre plusieurs enjeux majeurs :



© Antoine Repessé

- **Une ressource limitée** face à une demande en eau potable toujours croissante.
- **Une ressource vulnérable**, susceptible d'être dégradée. On pense souvent aux pratiques agricoles, mais il ne faut pas oublier les industriels et même les rejets domestiques.
- **Une gestion encadrée par des normes et réglementations**, indispensables pour garantir la qualité, mais

parfois difficiles à suivre pour les collectivités :

La norme va quelque fois plus vite que le traitement"

L'eau est un bien public dont l'accès pour tous doit être garanti, ce qui soulève la question des **coûts maîtrisés**. Les collectivités doivent traquer les fuites, envisager le **réemploi des eaux usées** et la **collecte des eaux pluviales**. Cela implique une responsabilisation de tous les acteurs.

Mais l'eau peut aussi nous surprendre et nous contraindre à gérer des crises, avec en toile de fond le **risque de contentieux**.

Pour conclure son propos et amorcer la journée, Jérôme Baloge insiste sur un point :

La qualité de l'eau est un vrai sujet que le volume ne saurait cacher.

Il y a un enjeu fort de **confiance à instaurer auprès des citoyens**.

Et justement, quel est le regard des Français sur ces défis ? À l'issue de l'introduction de Jérôme Baloge, **Antoine Bristielle**, directeur de projet chez Tempo, a été invité par le journaliste Bruno Leprat à présenter les résultats de l'étude « [Eau sous tension : les Français face aux défis hydriques](#) », menée par l'Institut Terram à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. Cette enquête, réalisée auprès de 5 000 personnes représentatives de la population française, livre des enseignements clés :



© Antoine Repessé

- **65 % des Français se disent inquiets** face aux enjeux liés à l'eau.
- **Un tiers vit dans une commune déjà touchée** par des inondations, sécheresses ou pollutions (29 % des

personnes interrogées ont subi une coupure d'eau potable liée à une sécheresse ; 16 % ont été touchées par une inondation majeure ; 13 % ont été confrontées à une pollution de l'eau)

- **80 % prêts à réduire leur consommation** en période de sécheresse, à condition d'être accompagnés et que les mesures soient jugées justes.
- **57 % des 18-24 ans et 32% des 60 ans et plus accepteraient un prix plus élevé pour améliorer la ressource** , si cela s'accompagne de changements structurels.

Antoine Bristielle a insisté sur un point : **le "backlash" écologique est largement surestimé**. Selon lui, les Français sont prêts à agir, mais à une condition : **que les efforts soient partagés et que les mesures soient perçues comme équitables**.

Autre enseignement clé : **le vécu des citoyens dans chaque région influence fortement leur perception des enjeux liés à l'eau**.

L'échange a également mis en lumière :

- La nécessité d'une **territorialisation des solutions**, adaptées aux réalités locales.
- Le rôle des **collectivités (71 % de confiance)** et des **entreprises de l'eau (60%)**, perçues comme les acteurs les plus compétents et dignes de confiance, loin devant l'État (36%).
- Et un constat préoccupant : **60 % des Français se disent mal informés** sur la question de l'eau.

C'est précisément l'objet de ce colloque que de contribuer à alimenter ce débat. Le replay est disponible !

- [**Manque d'eau, trop d'eau : comment gérer l'extrême ?**](#) - Synthèse de la première table ronde
- [**Eau polluée, santé menacée : prévenir et réparer**](#) - Synthèse de la 2e table ronde
- [**Gouverner l'eau en temps de crise : outils, compétences, financements**](#) - Synthèse de la 3e table ronde



